

## RECUEILLEMENT SUR LA TOMBE DE TAHAR DJAOUT À OULKHOU

### Quand la mémoire devient subversive

Organisé depuis une semaine par l'association Tussna de Aïn El Hammam, l'hommage au poète écrivain et journaliste Tahar Djaout, assassiné par les intégristes islamistes le 26 mai 1993, s'est achevé vendredi par un pèlerinage et un recueillement en sa mémoire, à Oulkhou.

Quelques citoyens du village, des membres des associations d'Iffigha, de Aïn-El-Hammam et d'Azeffoun, des collégiens et des lycéens ainsi que des parlementaires et élus locaux du RND se sont retrouvés au petit cimetière d'Oulkhou dans une modeste cérémonie empreinte de beaucoup d'émotion.

Après le rituel du dépôt de gerbes de fleurs et une minute de silence observée à la mémoire de Tahar Djaout et de toutes les victimes de la sauvagerie de l'islamisme armé, les représentants des différentes organisations présentes se sont relayés pour témoigner des différents engagements pris par l'homme qui a été un modèle du journalisme de combat et un poète et écrivain qui a légué à la postérité une œuvre littéraire inachevée mais originale et qui lui a permis d'atteindre l'universalité.

«Si Tahar Djaout était encore en vie, il aurait pu compter parmi les plus grands écrivains du bassin méditerranéen», dira le président de l'association Tussna, reprenant à son compte le témoignage du directeur de la Bibliothèque nationale lors de sa conférence animée à l'université de Tizi-Ouzou, au début de la semaine dernière. Gasmî Akli, inspecteur de l'éducation nationale en retraite natif d'Oulkhou et ayant longuement côtoyé Tahar Djaout, évoquera les textes de l'auteur qui s'est beaucoup inspiré du vécu et de la réalité de son terroir.

Une ballade irlandaise exécutée avec maestro au violon par Sara A., une jeune prodige de l'association Etoile du bonheur d'Iffigha, dans la daira de Bouzeguène, a porté l'émotion à son comble. Une mélodie lancinante qui symbolise, nous explique la jeune adolescente, «l'amitié, le voyage, le lien et la rencontre entre les hommes.» Un beau témoignage de tolérance qui ne déplairait certainement pas à Djaout.

S. A. M.

## TRIBUNAL DE BATNA

### Peine capitale contre un terroriste

Le tribunal criminel de Batna a prononcé hier la peine capitale contre Rachid Chebbah, un terroriste arrêté lors d'un accrochage avec les forces de sécurité en mai 2004 dans la région de Seriana.

Pas moins de 156 actes criminels (meurtres avec préméditation, incendies volontaires, possession illégale d'armes de guerre...) lui étaient reprochés.

M. H.

## CIGARETTES À L'UNIVERSITÉ

# Les étudiants «grillent» l'interdiction

Le recteur de l'université *Benyoucef-Benkhedda* d'Alger, *M. Tahar Hadjar*, a annoncé le 12 mai dernier que la consommation du tabac à l'intérieur des campus est interdite. Dix jours après cette annonce, les choses ont-elles vraiment changé ? Visite dans la Faculté centrale.

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - Assis sur un journal, son cartable accroché au grillage d'une clôture, Kamel, étudiant en pharmacie à l'université d'Alger, savoure sa dernière cigarette avant de rejoindre sa salle de cours. Savait-il que fumer est devenu interdit depuis le 12 mai dernier à travers toutes les facultés de l'université de la capitale ? «Oui», répond-il. «J'ai entendu parler de la décision du recteur, M. Tahar Hadjar, d'interdire la consommation du tabac à l'université. Mais je ne me sens pas concerné par cette décision répressive», ajoute-t-il, l'air mécontent. Kamel ne semble pas être la seule personne qui n'adhère pas à cette idée.

Le nombre de personnes croisées dans le campus de la Faculté centrale, la cigarette allumée, renseigne sur le non-respect de ce que M. Tahar Hadjar a décidé. Les étudiants ne sont pas les seuls à fumer, peut-on constater. Les agents de sécurité et d'entretien, ainsi que certains enseignants continuent de fumer à l'entrée même des amphithéâtres, des salles de cours et dans les couloirs. Le gérant d'un café, installé à l'intérieur du campus, continue lui aussi à vendre du tabac, au su et au vu de tout le monde.

Le recteur avait pourtant animé plusieurs rencontres d'information et de sensibilisation des étudiants, des enseignants et des travailleurs à la lutte contre la cigarette au sein de son université. Le remplacement de la banderole où était écrit «Pour une université sans tabac» par une autre qui informe de l'organisation d'un colloque autour du

thème «le discours soufi et la mondialisation», sonne comme un défi pour les responsables de l'université d'Alger.

Confortablement installé au niveau de ce qui est communément appelé «le jardin», un groupe de trois étudiants affirme tout ignorer à propos de cette interdiction. Aucune note d'information, aucune affiche ne rend en effet compte du désir de l'administration de combattre l'usage du tabac à l'université.

Les tableaux d'affichage sont vides. «Je ne suis pas au courant et je n'adhère absolument pas à ce genre d'entreprise. Après la cigarette, le recteur va nous interdire quoi d'autre ? Je fume en plein air et je ne crois pas que cela dérange quelqu'un. Je suis contre ceux qui fument dans les endroits fermés, comme les salles de cours et les couloirs. Je suis également contre l'attitude répressive des nos responsables et leurs mesures extrémistes», déclare Omar, inscrit en deuxième année de médecine. «Je ne peux pas arrêter de fumer sur une simple décision administrative. Il faudrait d'abord que je manifeste cette volonté de le faire moi-même. Peut-être que cette nouvelle mesure va me pousser à diminuer de ma consommation du tabac, en attendant que j'arrête définitivement. Surtout si le recteur décide aussi d'une amende contre tous ceux qui seront surpris en train de fumer dans le campus», ajoute son camarade Salim, sourire en coin. Damia, son amie, estime, pour sa part, que «les initiateurs de ce projet devraient plutôt faire dans la sensibilisation



Photo : D.R.

Une mesure qui incitera, peut-être, certains à arrêter définitivement.

des étudiants et des enseignants qui doivent être les premiers à donner l'exemple en la matière. Je vois des enseignants fumer à l'intérieur des amphithéâtres et devant leurs étudiants avant d'entamer leur cours, ce qui est complètement inadmissible».

A quelques mètres d'eux, un autre groupe d'étudiants, qui a transformé un bac à ordures vide en table pour jouer aux dominos, laisse échapper une fumée qui se sent de loin.

«Je ne suis pas obligé de sortir dans la rue à chaque fois que me prend l'envie de fumer. Nous installer des fumoirs serait plutôt mieux que de nous interdire carrément de fumer dans les campus», s'insurge Adel, déposant nerveusement une pièce de son jeu de dominos par terre. Sonia, une cigarette dans une main et des dominos dans une autre, est du même avis que Adel qui

semble réconforté par le nombre impressionnant de fumeurs, installés autour d'eux. Ce qui n'est pas le cas de son partenaire de jeu, Sofiane, un non-fumeur qui voit en l'initiative de M. Hadjar un pas positif dans la lutte contre le phénomène du tabagisme d'une manière générale. Si les avis diffèrent entre les uns et les autres, le constat est pour l'instant le même. C'est presque tout le monde qui fume dans les campus d'Alger en dépit d'une interdiction qui ressemble plus à un souhait du recteur de lutter contre l'usage du tabac au sein de l'institution qu'il dirige.

L'échec de la loi anti-tabac, promulguée par le gouvernement en 2000, est une preuve concrète du long chemin qui attend les militants contre la cigarette, surtout dans les lieux publics.

L. M.

## LE RCD LE DÉNONCE VIVEMENT

# Une commission parlementaire sans... l'opposition !

*L'affaire des émeutes de Berriane n'a pas cessé de dévoiler les lacunes du pouvoir qui a définitivement prouvé son incapacité à gérer en période de crises.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Comme ce fut le cas pour Chlef, les maladroites se multiplient s'agissant de cette affaire où l'improvisation est le maître mot. Comment interpréter sinon la mise en place d'une commission parlementaire, tenue dans la «clandestinité» ? C'est ce que révèle en tout cas — et dénonce au passage — un communiqué du groupe parlementaire du RCD rendu public hier samedi. «L'APN vient d'envoyer à Berriane un groupe de députés de l'Alliance présidentielle sur ordre de

unique, fera dire au groupe du RCD à l'Assemblée que «faute de n'être ni associé, ni informé sur cette action, le groupe parlementaire du RCD est réduit à l'interprétation de rumeurs circulant dans les couloirs de l'Assemblée. Selon diverses indiscretions, les députés envoyés à Berriane ont pour mission de procéder à l'évaluation financière des dégâts subis par cette ville». La commission en question, composée uniquement de députés des formations siégeant au gouvernement, à savoir le FLN, le RND et le MSP, donne dès lors cette impression de n'être qu'un instrument entre les mains de

l'Exécutif et dont la mission réelle est de «dépolitiser» le problème.

Ce qui fait dire au groupe parlementaire du RCD que «le parti rappelle que le dédoublage est le minimum dû à des citoyens victimes d'un laxisme récurrent de l'Etat. Sur le fond, la commission d'enquête parlementaire à laquelle œuvre le RCD a pour mission de dévoiler les tenants et les aboutissants du drame qui a endeuillé Berriane». Une telle commission verra-t-elle le jour ? Fort peu probable, à en juger par la manière dont son «ainée» vient d'être constituée.

K. A.